



*A Saint-Denis le 10 octobre 2014*

## **Communiqué de presse de la fédération SUD-Rail**

### **Qui va payer ?**

L'abandon de l'écotaxe, signe la fin d'un engagement principal du Grenelle de l'environnement décidé en 2009 et voté majoritairement par l'Assemblée Nationale. Cette victoire du lobby routier accentue les inégalités territoriales et les dégradations sociales et environnementales.

Le gouvernement laisse une ardoise douloureuse que les Français-SES vont devoir payer par de nouvelles augmentations de gasoil ; les salariés-ES et les usagers des services publics vont eux aussi payer la facture, par l'augmentation du coût des transports, (prix des billets, augmentation des péages autoroutier, TIPP, etc...) et les dégradations des conditions sociales dans les entreprises de transport et particulièrement dans les chemins de fer.

Après avoir voté et promulgué le 4 août 2014 une loi ferroviaire qui entérine 44 milliards d'euros de dette du système ferroviaire sans aucune solution, le gouvernement recule sur ce qui aurait pu constituer le financement d'une relance du FRET ferroviaire. Le FRET ferroviaire est une fois de plus abandonné au profit du tout routier, qui n'a pas à s'acquitter du poids des dégradations de son fonctionnement. Pollution, dégradation des chaussées, concurrence déloyale, destruction sociale dans le secteur routier Français, augmentation du PTRA à 44 tonnes...

La Fédération SUD-Rail considère que ce choix traduit une volonté de ce gouvernement libéral, qui écrase les salariés-ES lorsqu'ils luttent et revendiquent, et se montre consensuel face au patronat lorsqu'il grogne ! Ne pas répondre aux grands enjeux du transport de demain est irresponsable ; cela laisse le champ libre, sans aucune contrepartie, aux lobbys du transport, pour accentuer la casse sociale, les inégalités et la dégradation de notre environnement.

La Fédération SUD-Rail